



Eclairage

Dix ans après, l'immobilisme de nos élites

CRISE FINANCIÈRE Le conglomérat d'organisations internationales censées gérer l'économie mondiale se félicite de sa gestion du krach de 2008. Mais dix ans plus tard, des idées nouvelles sont requises pour empêcher une nouvelle catastrophe

MICHAËL MALQUARTI*

Voilà dix ans, l'implosion du secteur financier mettait un terme abrupt à la «grande modération», deux décennies de stabilité économique que l'intelligentsia occidentale voulait voir comme l'aboutissement ultime de la civilisation, la «fin de l'histoire». Après une gestion de crise improvisée, on désigna rapidement les présumés coupables de ce désastre: l'amoralité des financiers ainsi que l'endettement irresponsable de certains ménages et de certaines collectivités publiques.

L'émotion passée, on évoqua tout de même d'autres facteurs plus structurels, comme un système de gouvernance défaillant, une trop grande confiance dans des modèles mathématiques imparfaits ou une supervision insuffisante des banques. En tout état de cause, il restait visiblement encore un peu d'histoire à écrire.

Pourtant, force est de constater que depuis, aucune décision – pour le moins émanant de l'establishment politique – ne s'est écartée de la pensée conventionnelle qui prévalait avant la crise. L'incroyable difficulté à lutter contre le chômage et la déflation, l'inarrêtable expansion de l'endettement, la résurgence des populismes et des tensions géopolitiques génèrent certes des craintes, mais les autorités politiques semblent incapables d'autre chose que de légers ajustements. Sans parler de notre atonie face au changement climatique, l'un des enjeux majeurs de notre siècle.

C'est qu'aujourd'hui, sur le plan économique, les gouvernements s'emploient plus à négocier des

deals qu'à repenser le système. De fait, ces dernières décennies, une partie du pouvoir politique a migré des institutions démocratiques vers des organes technocratiques indépendants, au premier plan desquels les banques centrales, et surtout vers un enchevêtrement d'organisations transnationales aux acronymes plus ou moins familiers, FMI, OMC ou OCDE, mais également BRI ou GAFI.

ANALYSE

On s'enfonce dans les dogmes anciens, plus qu'on ne les dépasse

Les débats économiques qui forgent véritablement les décisions ont ainsi quitté les parlements pour la multitude de forums, comités ou symposiums, loin des capitales, à Davos, Bâle ou Jackson Hole, dans le Wyoming. S'y réunissent essentiellement des universitaires, des spécialistes travaillant auprès d'organisations internationales ou de grandes agences publiques, des banquiers centraux, des dirigeants de multinationale, ainsi que quelques représentants d'ONG ayant adopté les codes dominants.

Cette élite cosmopolite, a priori à l'écoute, mais ne jurant que par des statistiques, a priori humaniste, mais méfiante envers le peuple et ses représentants, a priori démocrate et libérale, mais formée par cooptation et protégée

les privilèges financiers ou statutaires de ses membres, travaille à organiser la marche du monde en négociant et rédigeant règlements, normes et accords internationaux indigestes, que les parlements se doivent ensuite d'accepter tels quels s'ils ne veulent pas risquer une ostracisation de leur économie.

Elite autosatisfaite

Que ressort-il donc des réflexions menées ces dix dernières années par cette élite technocratique? En premier lieu, elle se félicite de la gestion de la crise: les interventions massives des banques centrales dans les marchés financiers et le sauvetage des grandes banques organisé par de petits comités ad hoc ont permis d'éviter une répétition de 1929, *mission accomplished!*

Si le constat est certainement valable, on semble oublier le rôle indispensable joué par les assurances sociales — réalisations d'une autre époque — pour éviter un effondrement catastrophique de la demande et, la fin justifiant les moyens, on élude les questions d'arbitraire ou d'équité. Quant aux propositions pour le futur, elles se résument en quelques lignes: élaborer des modèles macroéconomiques encore plus complexes, multiplier les indicateurs pour tenter de voir dans des tableurs ce que les opinions expriment dans les urnes et dans la rue, continuer à abreuer les marchés financiers de liquidités, sans cesse ajuster les réglementations et engager le dialogue avec toutes les «parties prenantes» afin de diriger l'économie dans la direction qu'elle devrait



apparemment prendre.

Enfin, malgré le sentiment général de satisfaction, on élabore des plans de gestion de crise, car on se résigne déjà à l'éventualité d'une prochaine catastrophe financière. Et en parallèle bien sûr, on continue à vanter les mérites des privatisations et de la modération des dépenses publiques, de la compétition sur le marché du travail – surtout pour les bas salaires – et du libre-échange à tout prix.

Le système se sclérose

Ainsi dans un exercice de double pensée orwellienne, on conserve le postulat de l'existence d'un marché efficient, en équilibre général et animé par des agents rationnels, meilleur garant de notre prospérité commune, tout en renforçant le dirigisme technocratique, attentif toutefois à ne pas altérer les rapports de force ni à prendre une décision qui pourrait être qualifiée de politique. En d'autres termes, on s'enfonce dans les dogmes anciens, plus qu'on ne les dépasse. Petit à petit, tout notre système économique se complexifie, s'opacifie et se sclérose, au point que c'est moins une crise économique que nous devons craindre qu'une crise politique majeure, dont on perçoit déjà les signes annonciateurs.

C'est que la démocratie libérale n'a rien de naturel. Sans réajustements réguliers, nos sociétés semblent invariablement évoluer vers une forme plus ou moins forte d'oligarchie collectiviste, qui tôt ou tard devient l'objet du mécontentement populaire. Voilà en tout cas où nous en sommes quelques décennies après la révolution néolibérale des années 1980. Il est donc temps que les forces politiques qui se disent responsables fassent preuve d'audace et d'imagination pour initier un renouveau.

Pour cela, la démocratie doit être revigorée, non seulement parce qu'elle est consubstantielle au

principe d'égalité, mais également parce qu'elle représente le meilleur moyen d'exploiter notre intelligence collective. Aujourd'hui, cela passe surtout par l'application rigoureuse du principe de subsidiarité, en veillant à placer, à chaque niveau, les parlements au cœur des processus décisionnels. Cette question ne concerne pas uniquement l'Union européenne, voire la gouvernance mondiale; même la Suisse, pourtant championne dans ce domaine, n'a pas échappé à la création d'étages intermédiaires non démocratiques, sous la forme de concordats intercantonaux ou d'accords entre cantons et Confédération, par exemple. Ceux-ci doivent redevenir de rares exceptions.

La monnaie, réforme primordiale

Ensuite, il est primordial de revoir le fonctionnement de la monnaie. De fait, la domination écrasante du crédit bancaire dans le processus de création monétaire est à la source de nombreux problèmes, en particulier l'endettement excessif, source de crises à répétition, ainsi que la tension permanente – et paradoxale – entre création d'emplois et aspirations sociétales plus larges.

Les achats massifs d'actifs financiers par les banques centrales, qui injectent ainsi directement de la monnaie dans le système, ne sont que des pis-aller aux nombreux effets indésirables, dont, comble de l'ironie, la possible génération de futures instabilités. En réformant notre système monétaire, en particulier en permettant à l'autorité monétaire d'émettre de la monnaie à des fins de dépenses publiques ou privées, nous pouvons élargir le champ des possibles, tout en aspirant à plus de stabilité. En ce sens, il s'agit là de la plus importante des réformes à mener.

Quant au secteur bancaire, pour l'instant toujours pierre angulaire

et talon d'Achille de nos économies, il ne requiert pas une inflation perpétuelle de règles, mais

Les banques doivent être scindées jusqu'à ce qu'elles ne représentent plus de risque systémique

une solution frontale au problème du *too big to fail*: les banques doivent être scindées jusqu'à ce qu'elles ne représentent plus de risque systémique. Que ceux qui s'émeuvent d'une telle atteinte à la liberté entrepreneuriale se rappellent que, depuis la fusion d'UBS-SBS il y a vingt ans, les actionnaires ont réalisé une perte de plus de 40%, dividende compris, l'Etat a été forcé de sauver la banque d'une débâcle causée par sa prise de risque inconsidérée, alors que ses dirigeants – de simples employés et non des entrepreneurs – ont amassé des fortunes sans équivalent à ce niveau dans toute l'histoire du capitalisme.

Plus généralement, il faut en finir avec une vision inepte du libéralisme économique qui diabolise l'Etat sauf quand il s'agit d'obtenir des avantages ou des aides, qui glorifie la loi du plus fort au nom d'une conception fallacieuse du principe de compétition et qui ignore utilement les «inefficiences» du marché, les concen-

***MICHAËL MALQUARTI SENIOR PORTFOLIO MANAGER CHEZ QUAERO CAPITAL À GENÈVE. AUTEUR DU LIVRE «POUR UN NOUVEL ORDRE MONÉTAIRE» (SLATKINE, 2018)**

trations sectorielles, les connivences, les externalités, pour justifier le laisser-faire.

Le libéralisme économique demande que l'Etat, au-delà de son rôle dans la réalisation d'aspirations collectives, intervienne dans



l'économie privée, non pas pour diriger les agents ou déterminer les préférences individuelles, mais pour assurer le bon fonctionnement du marché dans les secteurs qui lui sont délégués. Ainsi, par principe, refusons que des sociétés phagocytent leurs concurrentes au point d'atteindre une position dominante, que celle-ci mène à des abus ou non. Identifions et bannissons les externalités négatives, sociales ou environnementales, ou à défaut internalisons-les, sans exception sectorielle. Traquons inlassablement les éléments structurels qui génèrent les inégalités les plus crasses, qu'il faut cesser de considérer comme les dommages collatéraux d'un système par ailleurs parfait, mais comme les symptômes d'une économie de

marché qui dysfonctionne. Et osons envisager sans tabou un monopole d'Etat – à but non lucratif – si un marché proprement concurrentiel n'est pas réalisable ou désirable.

Il n'y a pas de solution miracle aux problèmes actuels. Mais c'est en réaffirmant avec détermination et sans faux-semblants les principes fondateurs de nos sociétés que nous pourrons éloigner les menaces sérieuses qui pèsent aujourd'hui sur nos démocraties libérales. ■



Ben S. Bernanke et Donald Kohn, président et vice-président de la Réserve fédérale américaine, à Jackson Hole, dans le Wyoming, en 2010. Les débats économiques qui forgent véritablement les décisions semblent avoir quitté les parlements pour la multitude de forums, comités ou symposiums, loin des capitales. (ANDREW HARRER/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES)